



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

51504



Distr.  
LIMITÉE  
E/CN.14/WP.1/53  
OAU/TRAD/52  
14 août 1972

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE

Septième Réunion mixte CEA/OUA  
sur le commerce et le développement

Genève, 21-29 septembre 1972

**DES ACQUISITIONS DE BIENS ET SERVICES SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL  
ET LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE INTERNATIONAL**

**TABLE DES MATIÈRES**

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
AVANT-PROPOS		
LA SITUATION DE L'AFRIQUE EN MATIÈRE D'ACQUISITIONS DE BIENS ET SERVICES SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL - - - - -	1 - 13	1 - 3
LE VOLUME DES ACQUISITIONS DE BIENS ET SERVICES SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL - - - - -	14 - 15	3
TENDANCES ET POLITIQUES D'ASSISTANCE DES PRINCIPAUX GROUPES DE PAYS DONATEURS - - - - -	16 - 27	4 - 7
RECOMMANDATIONS - - - - -	28 - 33	8 - 9

## AVANT-PROPOS

Une recommandation de la troisième réunion mixte du Groupe de travail du commerce intra-africain de la CEA et du Comité d'experts de l'OUA pour le commerce et le développement stipule que la CEA devrait étudier "quelques dispositions pratiques par lesquelles les gouvernements africains pourraient, dans leurs achats officiels au moins, donner la préférence à des fournisseurs africains"<sup>1/</sup>. Le présent document constitue une première réponse à cette recommandation. Il contient un exposé de la situation de l'Afrique en matière d'acquisitions de biens et services sur le marché international, ainsi qu'un examen des tendances et politiques des principaux groupes de pays donateurs, et présente des suggestions concernant diverses mesures qui pourraient renforcer la position de l'Afrique pour ses acquisitions sur les marchés étrangers en même temps que l'orienter pour ces acquisitions vers les marchés africains eux-mêmes, et stimuler ainsi l'expansion du commerce intra-africain.

Cette étude a été initialement présentée à un séminaire régional consacré aux acquisitions de biens et services sur le marché international, organisé par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) et financé par l'Agence suédoise de développement international (SIDA), qui a eu lieu à Nairobi, en mars 1972, à l'intention des pays africains d'expression anglaise. Ce séminaire a examiné en particulier le rôle que jouent les acquisitions de biens et services sur le marché international dans la promotion du commerce intra-africain, ainsi que certains obstacles à cette promotion. Le présent document contient également les recommandations et suggestions formulées par les participants.

---

<sup>1/</sup> Document E/CN.14/449 - E/CN.14/WP.1/15 - OAU/TRAD/14, 18 janvier 1969.

LA SITUATION DE L'AFRIQUE EN MATIERE D'ACQUISITIONS  
DE BIENS ET SERVICES SUR LE MARCHE INTERNATIONAL

1. Les pays africains en voie de développement sont fortement désavantagés en tant qu'acquéreurs de biens et services sur le marché international. La raison en est, premièrement, l'insuffisance des compétences techniques, commerciales et juridiques dont ils disposent; deuxièmement, le fait qu'ils appliquent ou prennent pour modèles certaines formules internationalement employées qui sont utilisées dans les contrats commerciaux pour répondre à un ensemble de conditions totalement différent; et troisièmement, l'absence chez la plupart d'entre eux de réserves suffisantes de devises étrangères ainsi qu'une trop grande dépendance à l'égard des sources extérieures de financement pour l'acquisition de biens ou de services sur le marché international, avec la conséquence que ces pays n'ont aucun contrôle sur les politiques suivies et les décisions prises par les pays donateurs.
2. La formation aux techniques de l'achat, du contrôle, de l'expédition et des assurances, ainsi qu'à celles de la négociation des contrats, a été négligée. Par suite, les pays africains en voie de développement ont eu tendance à s'en remettre à certains intermédiaires accrédités pour leurs acquisitions sur le marché international.
3. Ces mandataires internationaux, tels les Agents de la Couronne britannique, agissent en tant qu'agents financiers et commerciaux pour des gouvernements et non, en règle générale, pour des particuliers ou pour des entreprises commerciales du secteur privé. Certains, parmi les plus anciennement établis, se chargent non seulement de procurer les biens et services désirés, mais aussi de tenir les comptes relatifs aux prêts consentis par différents pays.
4. Des mandataires internationaux accomplissent pour les pays en voie de développement une grande variété d'opérations. Pour une large part, les fonctions de ces mandataires qui sont portées à la connaissance du public se rangent dans l'une des cinq catégories suivantes:
  - a) Achat, contrôle, expédition et assurance de marchandises, matériaux, équipements et matériels de toute nature;
  - b) Négociation de contrats pour la gravure, l'impression dans les conditions de sécurité voulues et la livraison de billets de banque et de timbres-poste, ainsi que pour la fourniture de pièces de monnaie destinées aux collectionneurs;
  - c) Fourniture de spécialistes (ingénieurs notamment), de conseils et d'assistance pratique;
  - d) Services financiers et bancaires, y compris la gestion de capitaux et la tenue de comptes courants et de comptes de dépôt au profit de leurs mandants;
  - e) Services administratifs tels que le recrutement de personnel, la location de places à bord d'avions ou de navires et le versement de salaires ou de pensions.

5. Les mandataires internationaux achètent au nom de leurs "mandants" <sup>1/</sup> par mise en adjudication publique. Normalement, la concurrence est de caractère international et, le cas échéant, inclut les fournisseurs du pays des mandants. Il est néanmoins assez difficile de déterminer la mesure dans laquelle des fournisseurs, résidents de pays de mandants (appartenant à l'Afrique en voie de développement), ont pu obtenir des contrats importants quelconques au titre d'adjudications ouvertes à la concurrence internationale.
6. Il est également difficile de déterminer la mesure dans laquelle un grand nombre des mandataires internationaux ont su apprécier les conséquences que certaines tendances de l'activité économique peuvent avoir pour l'Afrique en voie de développement, où l'on constate en effet actuellement un glissement de plus en plus marqué, d'une activité jusque-là limitée des pouvoirs publics, vers une participation accrue de l'Etat dans les activités commerciales, par la création d'entreprises commerciales semi-publiques.
7. Les pays africains en voie de développement sont sur de multiples fronts à la recherche de moyens propres à protéger leurs fragiles économies contre les tendances défavorables du marché mondial. Le commerce intra-africain peut vraisemblablement aider considérablement à cette recherche de solutions, si l'on parvient à transformer, de façon à faciliter l'expansion de ce commerce, certaines des pratiques qui ont cours en matière d'acquisition de biens et services sur le marché international.
8. Une certaine prise de conscience se manifeste déjà dans tous les pays de l'Afrique en voie de développement quant à la nécessité de créer et de maintenir en opération un système centralisé de coordination destiné à assurer une surveillance et un contrôle ainsi qu'à donner des conseils et des directives dans les domaines touchant aux approvisionnements.
9. Une pratique courante dans nombre des pays africains en voie de développement, en matière de fournitures de biens et services à l'Etat, a consisté à créer un organe de contrôle qui constitue souvent une Division au sein du Ministère des finances, ou bien se trouve en association étroite avec ce Ministère et avec celui des travaux publics et des transports. Cet organe reçoit le nom, soit de Division des approvisionnements, soit de Commission des marchés.
10. L'exercice d'un contrôle centralisé et la coordination des activités d'approvisionnement constituent une fonction essentielle de ce genre d'organisme. L'expérience a montré qu'un système d'approvisionnement entièrement centralisé présente une inertie trop forte pour lui permettre de fonctionner avec toute la souplesse voulue. Aussi des mesures de décentralisation d'une portée restreinte sont-elles, on l'a constaté, appliquées dans le cas de certains marchés spécialisés de l'Etat. C'est ainsi que le Ministère de la santé, ou le Ministère des travaux publics, par exemple, sont éventuellement

<sup>1/</sup> Le terme "mandant" (au sens défini pour les stipulations générales des contrats d'achat de marchandises (1972) par les Agents de la Couronne britannique) désigne le gouvernement, organisme ou administration pour lequel le contrat est établi, et révèle ainsi l'existence du mandant en tant que partie audit contrat (que son identité ait ou non été révélée et que ce mandant ait traité directement avec le contractant à un stade quelconque ou qu'il n'ait agi que par l'intermédiaire des Agents de la Couronne).

responsables de l'achat de leurs approvisionnements respectifs.

11. Les mandataires et, d'une manière générale, les services d'approvisionnement sont, dans les pays africains en voie de développement, soumis à des dispositions réglementaires. La réglementation de la plupart de ces pays exige, consécutivement à une publicité appropriée, l'établissement d'un contrat écrit pour tout achat d'un montant supérieur à une limite déterminée. Des dispositions réglementaires ont parfois été utilisées également pour prescrire des achats qui favorisent certains fournisseurs.

12. Deux arguments ont été avancés à l'appui de cette façon de procéder. Le premier consiste dans le souci des pouvoirs publics d'obtenir au plus bas prix des produits de bonne qualité. Le second repose sur le désir d'assurer des conditions impartiales.

13. Les autres tendances qu'on peut constater dans le domaine de l'acquisition de biens et services sur le marché international concernent les activités commerciales de certaines entreprises semi-publiques dans de nombreux pays africains en voie de développement. Nombre de ces organismes commencent à se dispenser des services d'agents étrangers pour leurs approvisionnements. Un certain nombre d'entreprises semi-publiques ont ouvert leurs propres bureaux à l'étranger, comme c'est le cas pour les Gouvernements ougandais et soudanais, la Commission des approvisionnements du Ghana, la Compagnie d'électricité du Nigéria et la Compagnie de commerce d'Etat de la Tanzanie. Il reste à savoir si des organismes semblables seront créés spécifiquement en vue de l'acquisition de biens et services dans les pays de l'Afrique en voie de développement elle-même.

#### LE VOLUME DES ACQUISITIONS DE BIENS ET SERVICES SUR LE MARCHE INTERNATIONAL

14. Pour apprécier l'ampleur du problème, il est bon de prêter attention à quelques données statistiques sur les importations africaines de produits manufacturés, et notamment de machines et autres matériels.

15. En 1968, la part des produits manufacturés dans l'ensemble des importations des pays en voie de développement s'élevait à 68,7 p. 100. Les machines et autres matériels représentaient 33 p. 100 du total des importations, avec un montant de 15 milliards 120 millions de dollars des Etats-Unis. Ces proportions étaient bien supérieures encore pour les pays africains en voie de développement. En 1969, l'ensemble des produits manufacturés représentait environ 74 p. 100 du total de leurs importations, dont 36,4 p. 100 pour les machines et autres matériels. Les importations africaines de produits manufacturés provenaient principalement de l'Europe (CEE, AELE et pays à économie planifiée) et des Etats-Unis, qui ont fourni environ 74 p. 100 de ces importations en 1969, alors que la part de l'Afrique dans cette catégorie d'importations africaines était inférieure à 2 p. 100 <sup>1/</sup>.

<sup>1/</sup> En 1968, la valeur totale des importations africaines de produits manufacturés en provenance d'Afrique s'est élevée approximativement à 125 millions de dollars.

## TENDANCES ET POLITIQUES D'ASSISTANCE DES PRINCIPAUX GROUPES DE PAYS DONATEURS

### Pays du CAD 1/

16. Les apports de ressources financières des pays membres du CAD aux pays en voie de développement se font sous trois formes:

- aide publique bilatérale
- autres apports publics
- apports de capitaux privés

17. L'aide publique bilatérale, telle que la présentent les statistiques de l'OCDE, se compose de trois éléments: les dons et contributions assimilables à des dons, les prêts assortis de conditions concessionnelles, et les contributions aux organismes multilatéraux. Les deux premières catégories sont directement allouées aux pays en voie de développement en vertu d'accords bilatéraux entre les gouvernements des pays donateurs et des pays bénéficiaires. Cette forme d'aide est inspirée davantage par des motifs d'ordre politique ou historique que par des considérations de profit, et vise à faciliter la réalisation de projets ou programmes publics de développement au moyen d'une assistance technique, d'une aide alimentaire, d'une assistance budgétaire et de prêts au titre des projets ou programmes. Les prêts consentis dans le cadre de l'aide publique bilatérale sont assortis de conditions beaucoup plus favorables que ceux qui peuvent être obtenus de sources privées sur les marchés financiers internationaux. En 1969-1970, la durée moyenne des prêts en provenance du secteur public des pays du CAD dépassait 28 ans, le délai moyen de grâce était supérieur à 6 ans et le taux moyen d'intérêt était inférieur à 3 p. 100 par an. Les conditions offertes diffèrent considérablement d'un pays membre du CAD à un autre.

18. Les "autres apports publics" comprennent diverses formes d'apports financiers aux pays en voie de développement, telles que des opérations de portefeuille consistant principalement en achats, aux conditions du marché, de titres d'organismes multilatéraux par les banques centrales, des allègements de dette et des investissements de portefeuille. Les Etats-Unis, le Canada, la République fédérale d'Allemagne, l'Italie et le Japon font également figurer dans cette rubrique les crédits à l'exportation financés par leur secteur public au bénéfice des acheteurs des pays en voie de développement. Il est difficile, faute de données, d'indiquer avec précision les politiques suivies par les principaux pays donateurs dans ce domaine. Les crédits publics à l'exportation constituent la plus importante des diverses formes d'apports financiers comptabilisées dans la rubrique "autres apports publics". Tous les principaux pays donateurs pratiquent leur propre système de crédits publics à l'exportation. Au contraire des crédits privés à l'exportation (également appelés crédits-fournisseurs), les crédits publics à l'exportation (nommés aussi crédits-acheteurs) sont accordés par un système

---

1/ Les pays membres du CAD fournissent environ 99 p. 100 de la totalité des apports de ressources financières en provenance de l'ensemble des pays à économie de marché.

d'institutions financières nationales ou de groupements d'organismes financiers nationaux dont le rôle est de favoriser les exportations nationales en facilitant l'acquisition de biens d'équipement par des acheteurs étrangers.

19. Les crédits-acheteurs offrent plusieurs avantages caractérisés. Premièrement, l'acheteur n'est plus lié envers un fournisseur particulier et peut explorer toutes les sources d'approvisionnement disponibles sur un marché donné. Deuxièmement, il peut s'adresser aux différents fournisseurs en vue d'achats au comptant. Troisièmement, les crédits-acheteurs accordés par un système national de crédit sont assortis d'un taux d'intérêt moins élevé et d'une échéance plus longue que les crédits-fournisseurs. Ces avantages s'expliquent par le fait que les crédits-acheteurs sont utilisés à la fois comme instruments de politique gouvernementale et de promotion des exportations nationales de biens d'équipement, et comme moyens de résoudre les problèmes posés par les charges financières excessives supportées jusqu'ici par les fournisseurs. Dans certains pays, l'octroi de ces crédits est confié à des institutions financières spéciales, comme l'Eximbank aux Etats-Unis, la Kreditanstalt für Wiederaufbau en République fédérale d'Allemagne, et l'Instituto Centrale per il Credito a Medio Termine (Mediocredito Centrale) en Italie.

20. Les apports de capitaux privés prennent la forme d'investissements directs, d'investissements de portefeuille et de crédits à l'exportation. Les politiques qui régissent l'exportation. Les politiques qui régissent ces apports sont pour la plupart inspirées par les perspectives de profit qu'offrent les divers investissements ou exportations considérés.

21. Tous les grands pays donateurs imposent différentes conditions aux achats financés au moyen de leurs prêts bilatéraux d'aide publique. Ces politiques restrictives se traduisent dans la plupart des cas par des prix de revient accrus pour les pays bénéficiaires, soit en raison de l'absence de concurrence internationale, soit du fait des coûts élevés de la production dans certains pays donateurs.

22. Les pays membres du CAD ont fait un large usage de la pratique de l'aide liée pour leurs apports de moyens financiers durant les années 60. Près de 80 p. 100 de l'aide publique bilatérale dispensée en 1968 par les pays du CAD étaient liés <sup>1/</sup>. Le but recherché par les pays donateurs dans la pratique de l'aide liée est évident: en imposant d'effectuer sur leur propre marché les achats financés par l'aide qu'ils accordent, ils évitent des sorties de devises étrangères et des effets défavorables sur leur balance des paiements. C'est ainsi que la réglementation appliquée en 1970 par les Etats-Unis exigeait que tout produit dont l'acquisition était financée par l'aide américaine soit formé de composants d'origine américaine pour 90 p. 100 au moins de sa valeur. La réglementation en vigueur en République fédérale d'Allemagne stipule que la part de composants importés de l'extérieur que contient le produit ne doit pas représenter plus de

---

<sup>1/</sup> Examen 1970: Aide au développement - Efforts et politiques poursuivis par les membres du Comité d'aide au développement.

50 p. 100 de la valeur de celui-ci. La France ne permet d'effectuer les acquisitions financées par son aide que dans les pays appartenant à la Zone Franc. De nombreux donateurs se sont efforcés récemment d'assouplir leurs dispositions restrictives en matière d'aide (comme par exemple l'Italie et le Canada, ainsi que les Etats-Unis en ce qui concerne les produits latino-américains <sup>1/</sup>).

23. L'aide peut être liée à l'égard du placement des commandes qu'elle finance, ou à l'égard de son utilisation finale, c'est-à-dire en spécifiant les biens ou projets auxquels elle doit être consacrée. Ces deux formes de restrictions sont parfois appliquées simultanément. Il en va couramment ainsi de l'aide dispensée pour des projets dans le cadre d'accords bilatéraux de compensation en matière d'échanges et de paiements. La plupart des pays développés à économie de marché ne lient leur aide qu'à l'égard du placement des commandes, c'est-à-dire qu'ils imposent au pays bénéficiaire d'utiliser la totalité ou une proportion déterminée de l'aide qui lui est accordée à l'achat de produits sur le marché du pays donateur. Cette condition peut se présenter sous différentes formes, telles qu'un engagement formel, des restrictions officieuses, ou des moyens indirects de lier l'aide. Un engagement formel consiste en une disposition contractuelle portant obligation pour le pays bénéficiaire de dépenser la totalité ou une certaine partie du montant de l'aide pour l'acquisition de biens ou de services sur le marché du pays donateur. Pour pouvoir lier ainsi expressément une aide, il faut qu'elle soit destinée à des importations qui puissent être identifiées et dont la provenance puisse être établie, afin d'assurer que les achats sont bien effectués aux sources prescrites. Certains pays donateurs ont également imposé des restrictions expresses en ce qui concerne les compagnies de navigation à employer pour le transport des importations financées par leur aide, stipulant que leurs propres navires devaient être utilisés à cet effet.

24. L'aide peut aussi être liée en matière de placement des commandes par le moyen de restrictions officieuses. Il est fréquent pour le pays bénéficiaire de s'entendre dire que toute affectation de l'aide à des importations d'origine extérieure, c'est-à-dire en provenance d'un pays non donateur, pourrait avoir des conséquences fâcheuses sur le maintien de cette aide par la suite. Le pays bénéficiaire est ainsi mis en garde contre toute dérogation au principe d'une restriction de fait du placement de ses commandes. Une façon plus subtile d'orienter vers le marché du pays donateur les achats qu'un pays bénéficiaire peut financer grâce à l'aide reçue consiste à intégrer les apports qui forment cette aide à la structure générale des relations commerciales, comme cela se produit dans le cadre des accords bilatéraux de compensation en matière d'échanges et de paiements que concluent les pays socialistes d'Europe orientale. Un autre moyen indirect consiste à assortir l'aide de dispositions stipulant qu'elle doit être affectée à l'achat d'importations en provenance du pays donateur qui, pour sa part, s'engage de même à acheter certains produits, sur une base préférentielle, au pays bénéficiaire.

---

<sup>1/</sup> Les Etats-Unis acceptent que leur aide publique à l'Amérique latine finance l'achat de produits dans lesquels des facteurs de production d'origine latino-américaine représentent jusqu'à 50 p. 100 de la valeur des produits finis.



Ce moyen indirect de lier l'aide forme le fondement de tous les accords commerciaux et monétaires intéressant la Zone Franc et constitue également un élément des rapports entre les Etats-Unis et les pays d'Amérique latine en matière d'aide et d'échanges.

#### Pays socialistes d'Europe orientale et d'Asie

25. Les pays socialistes d'Europe orientale et d'Asie ne publient aucun renseignement sur leur politique et leurs conditions de prêt. Ils accordent des prêts à un petit nombre de pays bien déterminés, souvent en fonction de considérations politiques. Ces prêts, en majeure partie destinés à des industries du secteur public, sont liés à l'égard du placement des commandes, et fréquemment aussi par projet. Les conditions consistent habituellement en un délai de remboursement de 10 à 12 ans et un taux d'intérêt compris entre 2,5 et 3 p. 100.

26. Un avantage des formes de crédit accordées par les pays socialistes d'Europe orientale et d'Asie réside dans la possibilité pour les pays bénéficiaire de rembourser ses dettes avec des produits manufacturés sur son territoire. Certains pays socialistes d'Europe orientale et d'Asie participent également à des entreprises communes avec des pays en voie de développement.

#### Groupe de la Banque mondiale

27. Les politiques de prêt du Groupe de la Banque mondiale sont régies par les statuts respectifs des institutions qui le composent. Sous la pression des pays en voie de développement, certains aménagements en matière de priorités sectorielles ont pu récemment être constatés dans les politiques suivies par la Banque. Les principes fondamentaux qui gouvernent les politiques de prêt de la Banque restent néanmoins inchangés:

- les prêts doivent être consacrés à des projets déterminés, et seulement dans des cas tout à fait exceptionnels à des programmes;
- la priorité doit être accordée aux projets productifs;
- la Banque doit s'abstenir d'accorder des prêts dans les cas où les moyens de financement recherchés peuvent être obtenus d'autres sources à des conditions raisonnables;
- les prêts consentis ne doivent normalement couvrir que la partie payable en devises étrangères du coût des projets;
- la plus grande attention doit être accordée aux perspectives de remboursement des prêts;
- les prêts ne doivent être liés qu'aux projets, et non au placement des commandes;
- les prêts doivent être faits au gouvernement des pays bénéficiaires ou sous sa garantie.

## RECOMMANDATIONS

28. En prenant pour point de départ la situation présente de l'Afrique en matière d'acquisitions de biens et services sur le marché international et les politiques d'assistance des principaux groupes de pays donateurs, il serait possible de prendre diverses mesures pour améliorer les services d'achats africains et de transformer le processus d'approvisionnement en un instrument efficace de promotion du commerce intra-africain.

### Mesures à prendre à l'échelon national

29. Les services d'achats des pays africains doivent recevoir des directives détaillées sur les aspects relatifs aux paiements des prêts consentis par les diverses sources extérieures de financement, ainsi que sur les différentes possibilités qui leur sont ouvertes quant aux conditions de livraison des marchandises. Ces directives doivent tenir compte, non seulement de la situation actuelle des paiements du pays concerné, mais aussi des considérations suivantes:

- a) réserves de devises étrangères d'un volume présent et futur suffisant pour les diverses catégories d'acquisitions à effectuer sur le marché international;
- b) prévisions détaillées et constamment mises à jour du volume des moyens extérieurs de financement disponibles en provenance de différentes sources et de diverses parties du monde, ainsi qu'informations sur les conditions et termes moyens imposés par les donateurs éventuels et leurs politiques de prêts;
- c) priorités à accorder à un marché déterminé pour le placement des commandes;
- e) priorités à accorder à des compagnies de navigation et des sociétés d'assurance déterminées dans les cas où les conditions de livraison f.a.b. peuvent se présenter.

### Mesures à prendre à l'échelon régional et sous-régional ou au niveau des groupements économiques

30. Pour transformer les acquisitions de biens et services sur le marché international en un instrument efficace de promotion du commerce intra-africain, les groupements économiques africains pourraient instituer un système spécial de préférences à accorder aux offres émanant de l'intérieur des groupements. Selon ce système, les offres de fourniture soumises par les fournisseurs résidents du pays demandeur et ceux des autres pays membres d'un même groupement régional bénéficieraient d'une marge préférentielle au regard de celles de fournisseurs appartenant à des pays tiers. Cette marge préférentielle consisterait à majorer d'un certain pourcentage les offres émanant de pays tiers de manière à assurer à celles des fournisseurs du pays demandeur et d'autres pays du même groupement économique une capacité

concurrentielle raisonnable. L'importance de la marge doit être calculée de façon à compenser les différences entre les prix des pays tiers et les prix que peuvent pratiquer les fournisseurs tant locaux que ressortissants des autres membres du groupement. En revanche, les offres émanant de pays tiers ne doivent pas être grevées d'une marge si élevée que la rentabilité du projet en soit compromise. L'application d'un système préférentiel se traduirait par une augmentation des prix de revient pour les pays africains demandeurs ainsi contraints d'accepter les offres, d'un coût plus élevé que sur le marché mondial, qui leur seraient faites par leurs propres ressortissants ou par des fournisseurs résidents d'autres pays appartenant au même groupement économique. On peut cependant ajouter que ce ne serait là que le prix à payer pour recueillir la part de bénéfices qui résulterait ultérieurement, pour chacun des membres du groupement, de l'expansion des échanges et de la coopération économique.

31. Les pays africains en voie de développement pourraient fixer les conditions auxquelles les mandataires internationaux devraient opérer désormais sur leur territoire respectif. Ces mandataires pourraient par exemple être tenus de garder le contact avec les industries de la région qui possèdent un potentiel et une capacité d'exportation, et également de faciliter l'étude des possibilités d'investissement dans cette région.

32. Les organismes multilatéraux et bilatéraux d'assistance pourraient contribuer à la promotion du commerce intra-africain en sous-traitant le plus possible avec des entreprises des pays africains en voie de développement pour les fournitures destinées à d'autres pays africains en voie de développement. Ils favoriseraient ainsi l'expansion des échanges de pièces et d'éléments, notamment de produits manufacturés et demi-produits.

33. Une mesure institutionnelle de nature à contribuer à la promotion du commerce intra-africain serait la création d'une "Association africaine d'achat et d'approvisionnement", qui a été recommandée par le séminaire régional sur les acquisitions de biens et services sur le marché international. L'une des plus importantes fonctions d'une telle Association pourrait être de rassembler, et de communiquer à ses membres, des renseignements sur les sources africaines d'approvisionnement, renforçant ainsi les efforts déployés par les chambres de commerce et les organismes de promotion des exportations des pays africains. L'Association pourrait également publier périodiquement les résultats d'enquêtes sur les coûts et charges appliqués par divers mandataires non africains, résultats sur lesquels pourraient se guider les services d'achat africains.

- - - - -